



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MODIFICATION D'UNE AUTORISATION D'EXPLOITER UNE CARRIÈRE

S.A.R.L Socoval

Commune de Marsannay-le-Bois (21380)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1 et L 514 -5,

Vu le titre 1^{er} des parties législatives et réglementaires du livre V du Code de l'environnement et notamment ses articles L 516.1, R512-31 et R516-1 à R516-6,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 mai 2000 autorisant pour une durée de 15 ans la S.A SOCALOR, dont le siège social est situé route de Savigny-le-Sec à MARSANNAY-LE-BOIS (21380), à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierre calcaire et ses installations annexes sur la commune de MARSANNAY- LE- BOIS aux lieux-dits « Les Ruchérons» et « Au-Dessus de la Brûlée » sur une superficie de 23ha 88a 90ca,

Vu l'arrêté préfectoral portant mutation d'une autorisation d'exploiter une carrière au profit de la S.A.R.L SOCOVAL en date du 23 août 2007,

Vu l'inspection réalisée à MARSANNAY-LE-BOIS le du 3 septembre 2015,

Vu la demande du pétitionnaire en date du 24 juin 2015 portant modification des conditions de réaménagement de la carrière de MARSANNAY-LE-BOIS, afin d'y exercer une activité de Stockage de Déchets Inertes (ICPE 2760-3),

Vu l'avis des propriétaires sur les conditions de remise en état modifiées,

Vu l'avis du Conseil Départemental de la Nature, des Paysages et des Sites « formation carrières » émis lors de sa réunion du 20 juin 2016 au cours duquel le demandeur a été entendu,

Considérant que lors de l'inspection réalisée le 3 septembre 2015, il a été constaté que le réaménagement n'a pas été conduit de manière coordonnée avec l'extraction de sorte que le réaménagement souffre d'un retard conséquent par rapport au réaménagement prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2000,

Considérant que le programme de mise en sécurité transmis à l'Inspection en octobre 2015 est satisfaisant au regard de la vocation future du site, à savoir l'exploitation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ICPE 2760-3) parallèlement en cours d'instruction, qui entend bénéficier du vide laissé par la carrière non comblée,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Côte-d'Or,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - REMISE EN ÉTAT

Les prescriptions de l'article 25.1 et 25.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

1.1. PRINCIPE

L'exploitant est tenu de mettre en sécurité le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Il notifie l'achèvement de la mise en sécurité au service en charge des Installations Classées.

Il justifie de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).

1.2 MODALITÉS DE REMISE EN ÉTAT

L'état final de la carrière correspond à une fosse principale, conformément au plan joint en annexe 1.

La mise en sécurité du site implique, à minima, pour les zones 1 à 4 identifiées en annexe 2 :

- La purge des fronts de taille, avec une vigilance particulière sur les zones 1, 2, 3 (pour le front accessible) et 4, afin de prévenir la chute de blocs sur l'ensemble du site,
- Concernant la zone 3, la piste d'accès sera condamnée et un merlon de protection empêchera tout accès par le niveau supérieur,
- La mise en place de pièges à cailloux en pied de front pour chacune des zones. Ces pièges à cailloux auront une hauteur de 2 m de haut pour une base de 5 m, ils viendront compléter le dispositif actuel.

Les terrains devront être nettoyés et toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site devront être supprimées.

Le dispositif formant obstacle à la pénétration sur le site et le maintien de panneaux indiquant le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer seront conservés.

Concernant l'exploitation irrégulière de la bande des 10 mètres située dans la partie Est du gisement, l'exploitant devra :

- Soit la reconstituer, moyennant la mise en œuvre de remblais qui présentent des conditions de stabilité suffisantes,
- Soit produire une note technique démontrant que la stabilité des terrains adjacents n'est pas menacée par l'extraction dans la bande des 10 m.

ARTICLE 2 - DELAI DE REALISATION ET CADUCITE

Les travaux de mise en sécurité visés à l'article 1 du présent arrêté sont réalisés dans un délai de 6 mois.

Durant cette période, le site poursuivra l'accueil des déchets inertes au titre du réaménagement de la carrière.

Le présent arrêté devient caduque si la demande d'autorisation d'exploiter une Installation de Stockage de Déchets Inertes déposée le 3 juillet 2015 par la société SOCOVAL ne donne pas lieu à une autorisation.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être contestée devant le Tribunal administratif de DIJON dans un délai de 2 mois à compter du jour de la notification de la présente décision.

ARTICLE 4 - PUBLICATION

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de MARSANNAY-LE-BOIS, D'ÉPAGNY et de SAVIGNY-LE-SEC pour être consultée par toute personne intéressée.

L'arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis doit être inséré, par mes soins et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tous le département.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION ET COPIES

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Sous-Préfet de MONTBARD, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, M. le Maire de MARSANNAY-LE-BOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MONTBARD,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- M. le Maire de MARSANNAY-LE-BOIS,
- M. le Gérant de la SARL SOCOVAL.

Fait à Dijon le - 2 AOUT 2016

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général



Serge BIDEAU

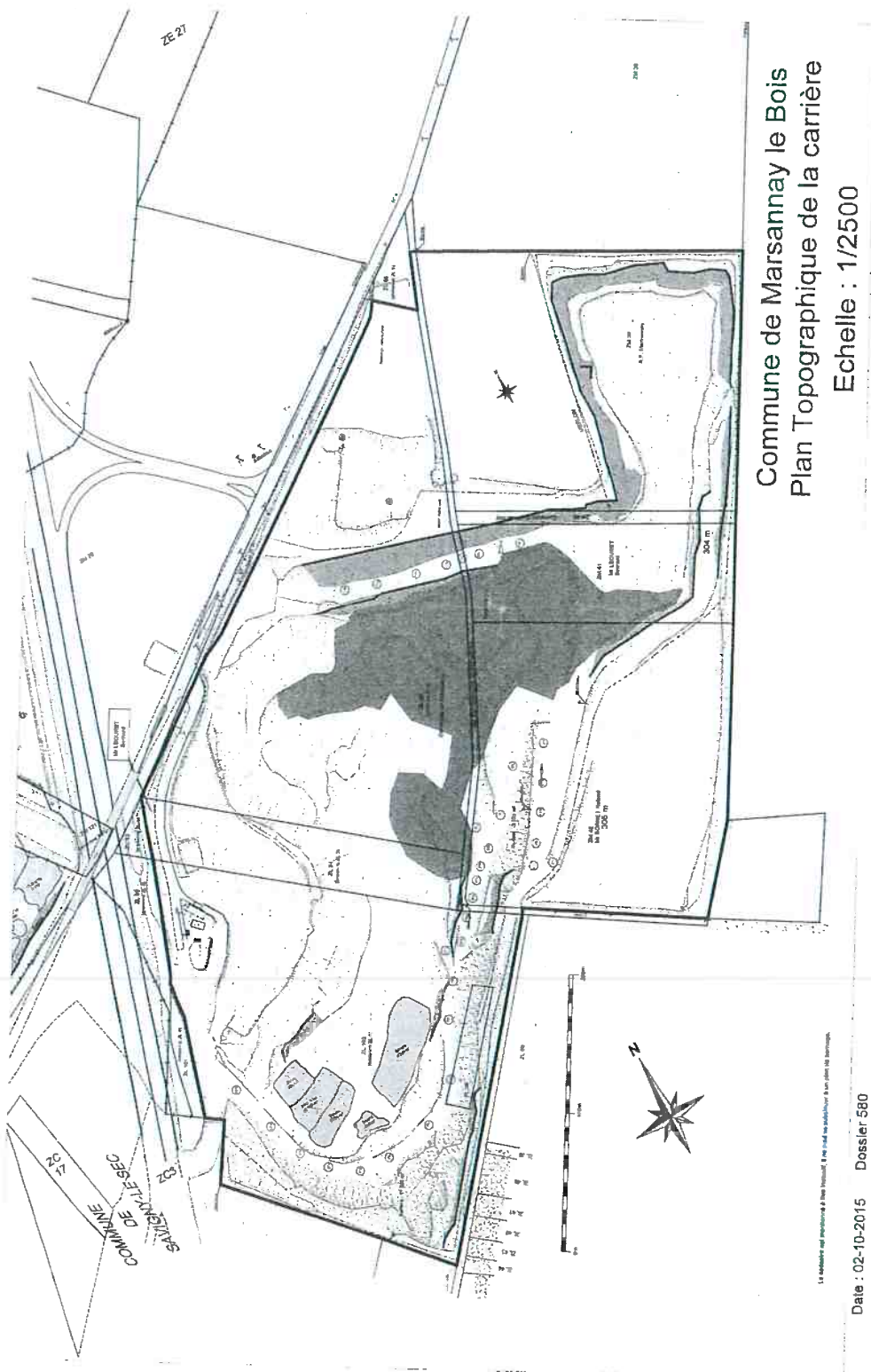
vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du
La Préfète, pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

- 2 AOUT 2016

Serge BIDEAU

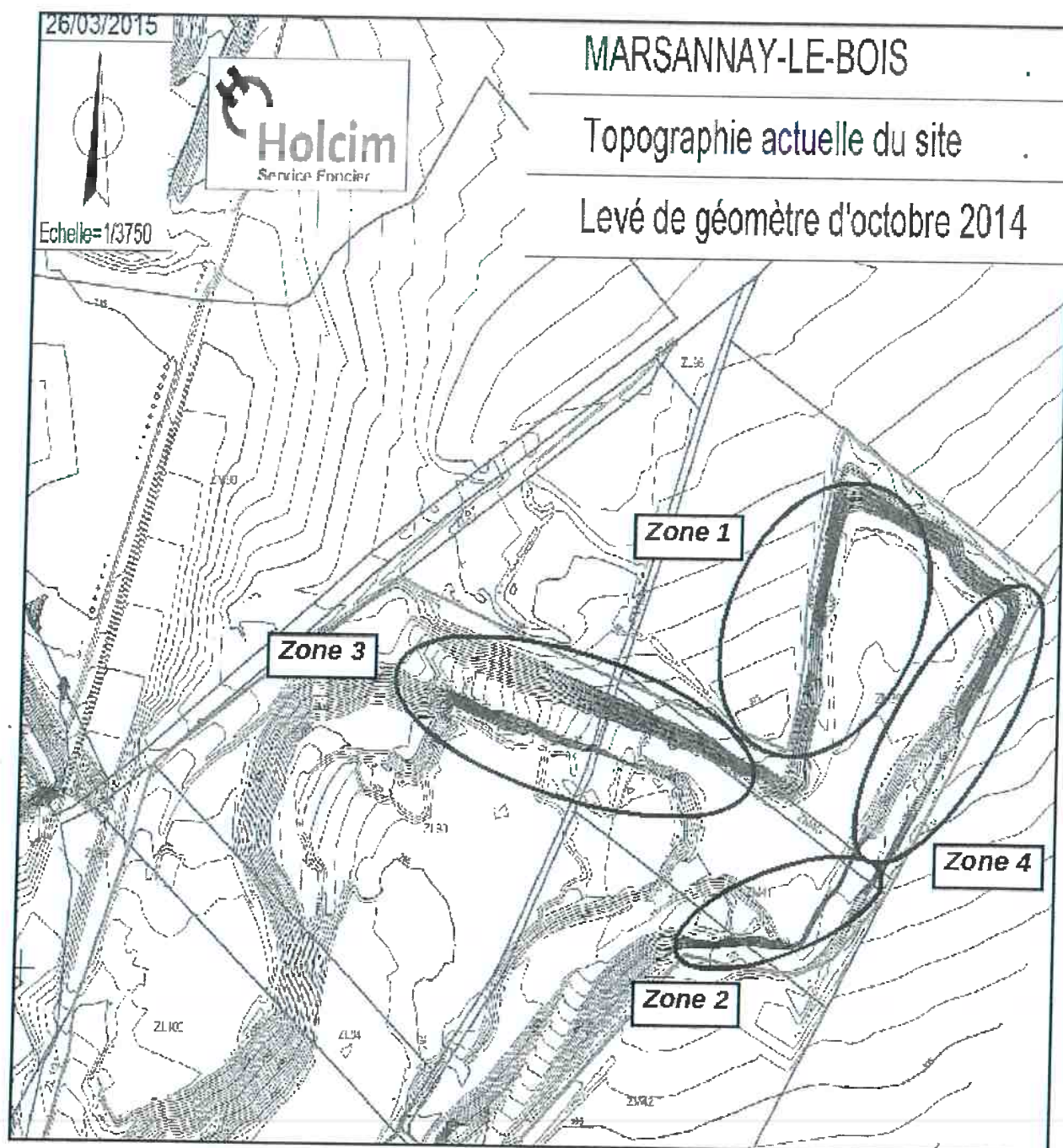
ANNEXE 1

Plan de l'état actuel du site
sur lequel les propriéres ont donné leur accord
état considéré comme étant l'état final de l'exploitation de la carrière



ANNEXE 2

Plan situant les 4 zones prioritaires de mise en sécurité



vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral du **- 2 AOUT 2016**

la Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Serge BIDEAU